



HAL
open science

Aux marges paysannes du système agro-industriel : l'émancipation virtuelle en question.

Pierre Couturier

► **To cite this version:**

Pierre Couturier. Aux marges paysannes du système agro-industriel : l'émancipation virtuelle en question.. *Journal des anthropologues*, 2015, Marges et Numérique, 142-143, pp.175-201. halshs-01735793

HAL Id: halshs-01735793

<https://shs.hal.science/halshs-01735793>

Submitted on 16 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Aux marges paysannes du système agro-industriel : l'émancipation virtuelle en question.

P. Couturier¹

Pour citer cet article

Référence papier

Pierre Couturier, « Aux marges paysannes du système agro-industriel : l'émancipation virtuelle en question », *Journal des anthropologues*, 142-143 | 2015, 175-201.

Référence électronique

Pierre Couturier, « Aux marges paysannes du système agro-industriel : l'émancipation virtuelle en question », *Journal des anthropologues* [En ligne], 142-143 | 2015, mis en ligne le 15 octobre 2017. URL : <http://jda.revues.org/6264>

¹ Université Clermont Auvergne, Université Blaise Pascal, BP 10448, F-63000 CLERMONT-FERRAND, FRANCE

Résumé

A partir des années 2000, l'identification électronique des ovins et des caprins devient un des moyens de parfaire l'hégémonie du système agro-industriel dans l'Union européenne. L'imposition indifférenciée dans le monde de l'élevage d'une technologie dont les implications sociétales faisaient déjà débat, conduit à une convergence d'oppositions mobilisant des référentiels axiologiques proches, et susceptible de renouveler les conditions de possibilité d'une marge paysanne. A partir d'entretiens menés auprès des acteurs de la contestation paysanne et de textes mis en ligne par divers acteurs de la mouvance anti-industrielle, ce travail montre l'émergence d'un problème numérique conjointement à des formes de résistance dont on interroge les capacités émancipatrices au regard des usages ou des non-usages de l'Internet.

Mots-clefs : Marge, paysan, paysannerie, système agro-industriel, domination, résistance.

Abstract

Since the 2000s, electronic identification of livestock (sheep and goats) has become one of the ways in which the hegemony of agribusiness has been reinforced in the European Union. The 'broad-brush' obligation requiring the entire livestock industry to use a technology that has already aroused much debate on its societal implications has led to a convergence of opposition groups with similar axiological referential systems and is likely to revive conditions in which new opportunities in farmers' practices could develop at the margin of the agribusiness system. Based on interviews with those involved in the farmer opposition and on texts posted by various actors of the anti-industry movement, the paper describes the emergence of a digital problem and of forms of resistance that question their ability to emancipate people from the use or non-use of Internet

Keyword : Margin, peasant, peasantry, breeding, agribusiness, agro-food system, domination, resistance.

"Amis citoyens vous ignorez sans doute ce que les agriculteurs, éleveurs et ruraux savent déjà : les RFID envahissent nos vies pour les contrôler." Les "individus politiques" de Pièces et Main d'œuvre (PMO) introduisent ainsi leur film "RFID, Police totale", réalisé en 2008². La RFID – Radio Frequency IDentification - est une technologie numérique permettant la lecture à distance d'informations mémorisées sur une puce électronique apposée sur un objet, un animal ou un être humain. Par un "règlement" de 2003, pris en accord avec les instances représentatives des éleveurs, l'Union européenne prévoit l'identification électronique des ovins et des caprins des pays membres. La technologie RFID conquiert ainsi le monde très hétérogène de l'élevage en vertu d'une nouvelle idée fétiche du capitalisme : la traçabilité.

Cette obligation fournit l'occasion d'analyser une manifestation de la pression normalisatrice exercée sur une marge du système capitaliste. Les éleveurs dont il sera question ici parlent de leur résistance aux pressions d'un "système". Je reprends le mot à mon compte comme catégorie analytique référant au concept de "système alimentaire agro-industriel" des agro-économistes (RASTOIN, GHERSI, 2010) qui met l'accent sur l'intégration des agriculteurs et des éleveurs à un ensemble d'interactions de nature technique et économique, mais aussi sociale, culturelle et politique, entre l'amont et d'aval de la production agricole. Dans ce cadre, l'identification électronique des animaux peut être vue objectivement comme l'un des moyens mobilisés par les acteurs dominants du système pour normaliser ou anéantir des marges qui, à leurs yeux, pourraient faire obstacle à son renouvellement depuis les crises sanitaires des années 1990.

De quelles marges s'agit-il ? Depuis qu'en 1967 Henri Mendras a annoncé la fin des paysans (MENDRAS, 1967), des hommes, des femmes, des collectifs ruraux, en France et en Europe n'ont cessé de se réclamer de la paysannerie enterrée par les sociologues. Au-delà de la rhétorique militante, le mot "paysan" est devenu un marqueur identitaire qui prend valeur d'un manifeste pour celles et ceux qui refusent d'être des "exploitants agricoles" conduisant des "ateliers" pour "dégager des excédents d'exploitation". Le paysan dont il est question ici revendique un rapport sensible aux lieux et aux bêtes. Il se réfère parfois à une paysannerie disparue investie de valeurs, et dont certaines vertus seraient à rebours des travers de la société capitaliste. Une représentation positive, dans une certaine mesure confusément partagée par une partie de la société française (HERVIEU, VIARD, 2005), mais que les paysans d'aujourd'hui transcendent en actualisant de façon pragmatique, notamment par des pratiques agricoles plus autonomes, des principes de vie communément attribués aux sociétés paysannes d'hier³. Même si ce schéma ne rend pas compte de la diversité des biographies, des motivations, des projets, des convictions et des attitudes, ces paysans partagent la même intention de se ménager une place en marge d'un système agro-industriel référentiel de la modernité⁴. C'est en ce sens que je parlerai de "paysans" ou d'"éleveurs paysans". Leurs projets, habituellement qualifiés d'"alternatifs", se fondent souvent sur une critique radicale de la société de consommation, sur un refus qui s'incarne socialement dans la construction de liens de solidarité à l'échelle locale, celle des territoires du quotidien. On peut reconnaître là des attributs de mouvements qui

² Ce film documentaire militant est accessible en ligne. <http://websuterfuge.free.fr/rfid.html>

³ Sans pour autant idéaliser le passé paysan, contrairement à une critique qui leur est adressée par les partisans de l'agriculture productiviste.

⁴ Les éleveurs rencontrés dans le cadre de ce travail bénéficient cependant d'aides publiques conditionnées au respect de réglementations imposées par la bureaucratie du système.

traversent la société industrielle et donnent naissance à de nouvelles formes d'organisation territoriale telles que les AMAP⁵ (AMEMIYA, 2011).

Le détour par la figure du paysan opposée à celle de l'exploitant agricole permet de situer la notion de marginalité par rapport à un système agro-industriel fortement déterminé dans sa construction comme dans son fonctionnement, par le politique. Après la Seconde Guerre mondiale, ce qu'il est convenu d'appeler la modernisation de l'agriculture est en effet un processus hégémonique impulsé et guidé conjointement par les instances représentatives majoritaires du monde agricole et les acteurs politiques nationaux et européens (HOUEE, 1996). Le système agricole dominant qui en résulte est une construction socio-politique censée concilier, aux échelles nationales et européennes, des objectifs en partie contradictoires⁶. D'où de perpétuels réajustements politiques et stratégiques qui aboutissent à une production inflationniste de normes aux différents échelons des chaînes de décision et de financement. Il en résulte, au niveau des exploitations agricoles, un empilement d'injonctions auxquelles nul ne peut se soustraire. L'obligation faite à tous les éleveurs ovins et caprins, quelle que soit leur spécificité et leur degré d'intégration au système, d'utiliser la technologie RFID pour identifier leurs animaux est l'une de ces injonctions. Aux yeux de ceux qui la refusent, elle parachève, tant au plan symbolique qu'à celui des pratiques qu'elle implique, l'impression d'un système totalisant – pour ne pas dire totalitaire – qui ne laisse d'autres choix que l'intégration ou la disparition.

La numérisation, en permettant la collecte et l'agrégation sans fin des informations, ouvre de nouveaux horizons au contrôle bureaucratique (GARDIN, 2013). En 2012, Philippe Lemoine, un des acteurs en vue œuvrant à la numérisation de la société française, constatait que nous sommes "englués dans les agrégateurs de données. Nous retenons notre souffle au point qu'on a pu observer que nous nous abstenions de respirer en consultant nos mails"⁷. Ce travail est consacré à des paysans qui s'obstinent à vouloir respirer. De leur inspiration, dans tous les sens du terme, naissent de précaires espaces de liberté au prix de luttes incessantes. Ce sont ces espaces incertains que je qualifierai de marge.

La construction des enjeux relatifs à l'identification électronique des animaux d'élevage, s'opère dans l'imbrication du monde paysan et des milieux contestant l'ordre social et politique de la société industrielle. Cette rencontre conduit à poser la question du numérique en des termes complexes, nécessitant une clarification théorique (1). Il s'agit en effet de voir comment l'émergence d'un problème numérique (2) conduit à des formes de résistance (3) où usages et non-usage de l'Internet prennent des significations ambivalentes.

1- Convergences

Depuis des années 1980, la technologie RFID s'est progressivement diffusée jusqu'à connaître de nombreuses applications dans des domaines variés de la production, des services et de la vie

⁵ Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne.

⁶ Parmi lesquels figurent l'assurance d'un revenu équitable aux agriculteurs ; le développement rural (relégitimé par la rhétorique sur la "durabilité") ; le développement des industries agro-alimentaires à l'aval de la production, des industries de la chimie et de la mécanique agricole, et, désormais de l'électronique, à l'amont ; l'approvisionnement à bas prix des populations et la participation aux échanges mondiaux.

⁷ In Philippe Aigrain, Daniel Kaplan (dir.), Internet peut-il casser des briques ? Un territoire politique en jachère, Descartes & Cie, 2012, p. 9

quotidienne⁸. Aux yeux d'un nombre croissant d'acteurs économiques et politiques, la généralisation de l'usage de la RFID constitue un enjeu "stratégique" - comprenons par là qu'elle est susceptible de jouer un rôle de relai de croissance selon les impératifs propres au capitalisme⁹. En même temps, les divers dispositifs d'identification électronique font de cette technologie un des marqueurs de l'emprise d'une rationalité productive et organisationnelle propre à la sphère économique, sur l'ensemble de la société. Dès lors la puce RFID entre dans le débat public, en Europe et en Amérique du Nord, sous la figure d'un agent du "Big Brother" orwellien autorisant la transmission d'informations concernant l'identité et le comportement des individus à leur insu (DRAETTA, DELANOË, 2012). Cette possibilité ouvrirait la voie à une surveillance généralisée à l'échelle individuelle, de façon directe ou indirecte, par exemple par le biais d'achat d'objets "tagés".

Tel est le sens de l'avertissement lancé par PMO. Mais pourquoi les "ruraux" seraient-ils informés de l'invasion plus que les citadins ? En réalité la phrase citée en introduction informe moins sur une réalité objective d'ordre géographique que sur des représentations et des stratégies militantes. PMO se présente comme des "individus politiques" convaincus qu'il faille "vivre contre son temps"¹⁰. Ils considèrent que la technologie est le "front principal de la guerre entre le pouvoir et les sans-pouvoir"¹¹. Ils partagent avec d'autres activistes et penseurs anti-industriels contemporains l'idée que la ruralité peut être un lieu de la reconquête d'une autonomie permettant d'échapper à la "tyrannie technologique" imposée par la société industrielle¹². Cette idéologie néo-ruraliste et localiste est présente de façon diffuse sur une multitude de sites web des mouvances anarchiste, libertaire, de l'écologie radicale, de la décroissance, dont une grande part de l'activité consiste à relayer les mêmes informations. Quelques-uns, comme le blog "Et vous n'avez encore rien vu... Critique de la science et du scientisme ordinaire"¹³ produisent une critique argumentée du rôle politique de la science et de la technologie, en même temps qu'ils relaient des expériences et des luttes paysannes.

De fait, depuis les années 1970, des expériences individuelles et collectives investissant des lieux devenus emblématiques dans les Alpes du Sud, les Cévennes ou les Pyrénées, constituent des référentiels pour une idéologie néo-ruraliste ancrée dans le refus de la société de consommation, pour des projets de vie alternative conciliant liens de solidarité à l'échelle locale et activités productives libérées des rapports de salariat¹⁴ (MESINI, 2004). Beaucoup de ces projets se sont concrétisés sous la forme d'activités agricoles, souvent avec un petit troupeau de brebis ou de chèvres. Ce choix est en effet congruent avec une faible capacité d'investissement et des difficultés d'accès aux terres cultivables. En outre, les milieux écologiques montagnards méditerranéens marqués par la sécheresse estivale et les traditions

⁸ Parmi les exemples les plus connus, la "carte Navigo" de la RATP dont l'usage s'est généralisé dans les années 2000, ou les documents d'identité tels que les passeports électroniques.

⁹ Voir par exemple le numéro spécial de la revue en ligne "RFID & NFC magazine", consacré au 5^{ème} "International RFID Congress" tenu à Marseille en octobre 2014, en particulier l'éditorial de la Secrétaire d'Etat chargée du Numérique. <http://www.wobook.com/WBh08ZF11V24/RFID-ET-NFC-MAGAZINE.html>

¹⁰ <http://www.piecesetmainoeuvre.com/spip.php?page=plan> (Consulté le 5/02/2015).

¹¹ Ibid.

¹² Voir à ce propos deux publications de PMO : La Tyrannie technologique, Editions L'Echappée 2007, 254 p. et Construire l'autonomie. Se réapproprié le travail, le commerce, la ruralité, Editions L'Echappée, 2013, 322 p.

¹³ <http://sniadecki.wordpress.com/about/> Le blog met en ligne la revue "Notes et morceaux choisis. Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle" animée par une figure de la critique anti-industrielle, Bertrand Louart. La revue diffusée par les Editions La Lenteur a publié en 2008 (numéro 8), un texte de Yannick Ogor, un des premiers éleveurs à écrire sur l'identification électronique des animaux.

¹⁴ La revue Passerelle Eco fait régulièrement état de ces expériences. <http://www.passerelleco.info/>

locales engageaient dans ce sens. Depuis quatre décennies, cette forme de néo-ruralité est entretenue par de nouvelles installations. Désormais, la seconde génération, celle des descendants des arrivants des années 1970, témoigne de l'ancrage durable des "nouveaux" paysans : "ça fait quarante ans que je suis néo-rural", me dit un éleveur. C'est essentiellement, mais pas exclusivement, dans ce milieu que se manifestent les oppositions les plus actives à l'identification électronique des animaux.

Les activistes anti-industriels et anti-scientistes ont trouvé dans ce mouvement paysan, une possibilité d'élargir leur champ d'action hors des milieux urbains. Les oppositions à l'usage des technologies RFID dans divers secteurs d'activité sont en effet morcelées et faiblement médiatisées (DRAETTA, DELANOË, 2012) alors que la résistance paysanne se donne à voir par des mises en scène dans l'espace public. En retour, cette "convergence de luttes" lui assure une présence, même modeste, au sein d'une vaste nébuleuse de sites web, dont le champ politique s'étend, par le biais des relais d'information et des moteurs de recherche, de l'ultra-gauche à l'extrême droite.

Les puces RFID nous font ainsi entrer dans les marges numériques de la société industrielle. Il serait presque possible de suivre la construction des enjeux de la lutte paysanne contre l'identification électronique des animaux d'élevage en scrutant les informations relayées sur les sites de la "France rebelle" (CRETTEZ, SOMMIER, 2002). Quel rôle joue cette médiatisation dans la constitution d'un espace d'émancipation paysanne aux marges du système agro-industriel ? Dans un premier temps, l'ambition de cette recherche était d'apporter des réponses en croisant des résultats d'enquêtes menées auprès de paysans et d'activistes de la mouvance anti-industrielle. La réalité s'est rapidement révélée beaucoup plus complexe, tant au niveau de la formulation des questionnements qu'à celui de l'accès à des discours libérés des impératifs et des stéréotypes militants.

Poser la question des usages du numérique chez des groupes ou des individus qui refusent son emprise, amène à porter une attention particulière aux écarts entre discours et pratiques. D'autant que, dans le domaine de la communication, il est parfois spécieux de distinguer ce qui est numérique de ce qui ne l'est pas. Dans leur combat contre la numérisation de leur activité, des individus sont amenés à rédiger des textes publiés dans des fanzines locaux, ou à participer à des émissions de radio. Or le contenu de ces fanzines et des émissions est souvent mis en ligne. Proclamer son attachement idéologique ou pragmatique à l'écrit ou à la parole n'est pas incompatible avec des pratiques de communications numériques.

La frontière entre l'usage et le non usage du numérique est donc floue. C'est justement sur les aspects de cet interstice mouvant entre le recours au numérique et son refus que j'ai orienté l'analyse. Or, cet interstice ne se dévoile pas sur la Toile, en tout cas pas à première vue. L'analyse du discours numérique doit être informée par celle du discours sur le numérique. Surtout, il importait d'interroger, à partir d'un travail de terrain, les rapports au numérique en lien avec des interactions sociales et culturelles qui structurent la marge paysanne du système agro-industriel indépendamment de l'Internet.

Le travail de terrain s'est articulé autour de ma participation à une journée d'action nationale "contre l'industrialisation de l'élevage" organisée en décembre 2014, à Privas, par la Confédération paysanne en soutien aux éleveurs qui refusent l'identification électronique de leurs animaux. Par la suite, six entretiens approfondis ont été réalisés au domicile d'éleveurs qui apparaissaient comme des figures de la contestation paysanne. Chaque entretien a conservé

la forme d'une conversation de façon à éviter deux écueils. D'une part, que mes interlocuteurs perçoivent des questions sur leurs pratiques comme un interrogatoire de police déguisé. L'élevage est en effet sous la surveillance constante d'une administration soupçonneuse par nature et tatillonne par principe, dont les méthodes ont durablement ancré dans l'esprit des éleveurs qu'ils sont considérés comme des dissimulateurs, des tricheurs, voire des empoisonneurs en puissance. D'autre part, s'agissant d'une technologie en débat, des questions portant sur ce qui motive le rejet et sur les stratégies d'opposition pouvaient être perçues comme l'indice d'une enquête d'acceptabilité sociale. A tout le moins, on pouvait penser que mon travail pourrait en tenir lieu, ce qui, aux yeux de certains, n'est guère mieux considéré qu'une enquête policière¹⁵. Le choix de la conversation exprime donc la priorité accordée au lien de confiance sur le recueil d'informations. Ce parti-pris explique la durée des entretiens (trois à cinq heures) et a permis de mieux contextualiser la question des usages du numérique.

Les entretiens m'ont conduit à modifier une des hypothèses qui fondait ma réflexion de départ. Partant du constat que peu de luttes politiques ou sociales au sein de la société industrielle peuvent prétendre se dispenser d'un recours aux outils numériques de communication, celle des paysans ne faisait probablement pas exception, d'autant qu'on peut effectivement en suivre les étapes sur la Toile. Il paraissait alors intellectuellement séduisant d'analyser comment un groupe social refusant son intégration dans un système dominant, mobilisait le numérique "émancipateur" contre un numérique "dominateur" incarné par la technologie RFID et ses implications. Les entretiens ont permis de déconstruire les présupposés implicites de ce raisonnement. L'idée d'outils numériques qui pourraient servir aussi bien la domination que l'émancipation, selon l'usage qui en est fait, ou plus précisément, selon l'usage que l'on est en capacité d'en faire, n'a guère de sens pour la plupart des paysans interrogés qui voient l'intrusion du numérique comme un problème.

2- Emergence

L'imposition de la technologie RFID fait émerger le numérique comme problème à la fois pratique et symbolique au sein du monde paysan réfractaire aux injonctions productivistes. Ce "problème numérique" s'enracine dans les implications de la technologie RFID appliquée à l'élevage.

La puce que chaque animal doit porter à l'oreille vient se substituer au mode précédent d'identification. Du point de vue de l'éleveur, l'obligation du "puçage" ne présente aucun intérêt. Au contraire, la numérisation permet à la bureaucratie d'accentuer la complexité d'une réglementation qui devient proprement kafkaïenne. Chaque évènement dans la vie de l'animal (naissance, mort, achat, vente, échange, déplacement) doit faire l'objet de déclarations différentes en fonction de son âge, de son origine ou de sa destination¹⁶. Or l'octroi des aides publiques à l'élevage est conditionné au respect de cette réglementation, si bien que chaque éleveur vit dans l'appréhension de voir ses aides réduites ou supprimées en cas de contrôle, les manquements jugés les plus graves étant assortis d'amendes. La menace est loin d'être anodine puisque, pour la quasi-totalité des petites fermes, le revenu est essentiellement constitué d'aides

¹⁵ Un des interlocuteurs a d'ailleurs évoqué la visite d'une sociologue se livrant à ce type d'activité pour le compte d'un cabinet d'études.

¹⁶ Un rapport sur l'identification électronique des petits ruminants remis au ministre de l'Agriculture comporte 17 pages sur ces obligations : "Evaluation du dispositif d'identification électronique des petits ruminants et de son impact en 2013." Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, Juin 2013, 64 p.

publiques. Pourtant cet aspect pratique du problème n'est pas celui que les paysans mettent en avant dans les entretiens.

La plupart des éleveurs interrogés refusent de cantonner leur critique aux aspects formels du système.

"On se bat contre ce que la puce représente, c'est pas l'objet...La puce est un moyen et des moyens, ils en ont d'autres."

Leur opposition se fonde avant tout sur des valeurs qu'ils estiment menacées par l'introduction dans l'élevage de procédés typiques des modes de production industriels. L'informatisation induite par l'identification électronique est l'un de ces procédés. L'usage de la technologie RFID n'a, en effet, de sens que si les trois composantes du dispositif – la puce, l'appareil permettant d'en lire le contenu, un terminal informatique équipé d'un logiciel permettant de valoriser les informations – sont opérationnelles. Or, ça n'est le cas que pour une minorité de gros éleveurs¹⁷. Mais, si l'usage de la partie informatique est rarement le fait de l'éleveur, il est toujours le fait de l'Administration pour laquelle il constitue un moyen de renforcer l'efficacité des contrôles. Il est aussi le fait des acteurs de la filière agro-alimentaire (négociants, regroupements, abatteurs, transformateurs) qui voient dans la technologie RFID la possibilité de garantir une traçabilité au sein de filières dont le fonctionnement suppose des déplacements de produits alimentaires bruts ou transformés à l'échelle continentale selon une logique d'optimisation des coûts d'approvisionnement¹⁸.

A l'opposé de ces circuits opaques et déterritorialisés, la plupart des éleveurs rencontrés ont choisi de vendre leur production de viande ou de fromage directement aux acheteurs locaux, à la ferme, sur les marchés de plein vent. La signification de ce choix est connue : refus de la domination exercée par l'aval des filières sur les producteurs, volonté d'un ancrage territorial de proximité en opposition à la logique de déterritorialisation d'un système agro-industriel qui trouve dans la traçabilité numérique un moyen de perpétuer son emprise.

Car, au-delà du contrôle des pratiques d'élevage, c'est bien, comme le souligne J. Porcher, le contrôle des éleveurs rétifs aux injonctions du système qui est en jeu (PORCHER, 2014). La première menace de la numérisation porte sur la liberté. Dans cette tentative supplémentaire de normalisation des pratiques, les paysans voient la remise en cause d'un projet de vie ancré dans un territoire singulier. Beaucoup sont d'ex-citadins qui ont fait le choix de l'élevage paysan, souvent exigeant en travail mais qui, à leurs yeux, était porteur d'émancipation. Ce projet de liberté et, pour beaucoup, libertaire, a subi la pression croissante des contraintes normatives. Dans un entretien, le leader du collectif "Liberté pour l'élevage"¹⁹, qui a quitté Marseille à l'âge de vingt ans pour devenir éleveur, revient sur quarante années consacrées à l'élevage des brebis :

¹⁷ En 2013, moins de 20 % des éleveurs détenant plus de dix reproducteurs valorisaient l'identification électronique à l'aide d'un logiciel de gestion du troupeau. CGAAER, op. cit. note 14.

¹⁸ En 2013, la fraude sur la composition de lasagnes Findus a révélé au grand public l'ampleur, la complexité et l'opacité des réseaux d'approvisionnement de l'industrie agro-alimentaire. Chaque "crise" de ce type ré-alimente le discours politique sur la "traçabilité".

¹⁹ Voir infra

"On se sentait libre, même de travailler le dimanche, libre de ne pas prendre de vacances. On s'est fait confisqué une liberté."

La numérisation marque un tournant dans ce processus de confiscation. Son caractère brutal n'est pas simplement dû au manque de discernement d'une bureaucratie technocrate comme semblent le penser certains représentants syndicaux. La violence est aussi le fait des changements que la numérisation induit dans les rapports sociaux. L'Administration incite les éleveurs à l'utilisation d'Internet pour gérer l'inflation des normes et des déclarations²⁰. L'informatisation des procédures administratives, la numérisation de la "paperasserie", réduisent les contacts physiques, rendent anonyme l'emprise bureaucratique. Les éleveurs savent que les fonctionnaires chargés de contrôler leur activité n'auront bientôt plus besoin de se déplacer dans les fermes : l'informatisation permettra un contrôle en continu, à distance, libéré du péril de l'affect²¹. La bureaucratie y gagnera en productivité et en efficacité. Les éleveurs ont des raisons d'anticiper l'accélération d'une inflation normative qui restreint leur liberté et participe au développement d'un sentiment de dépossession.

"Ces puces électroniques, c'est une dépossession rampante à travers des gadgets électroniques dont on sait pas comment ils vont les utiliser, du moins on peut s'attendre à pas mal de mauvaises conséquences au niveau de notre autonomie d'éleveurs."²²

Comme l'idée de "liberté", celle d'une "dépossession" est récurrente dans les entretiens. La dépossession est le corollaire de plusieurs décennies de tentatives de normalisation, de standardisation, d'uniformisation des pratiques d'élevage. Là encore, la numérisation semble faire franchir un cap, comme en témoigne l'inquiétude à propos du lien entre l'identification électronique et un contrôle de la génétique animale selon des critères productivistes a-territoriaux : question emblématique, dans le monde paysan, de l'emprise d'une bureaucratie technique établie sur la négation des savoirs et savoir-faire vernaculaires. Le sentiment de dépossession se fonde sur ce déni de reconnaissance, sur l'humiliation de se voir dénier toute valeur à ce qui motive le choix d'un métier qui est aussi celui d'une vie et d'un territoire. Il prend une dimension politique : "ils" désignent les élus au sein des instances qui incarnent "la profession" et qui régulent le système agro-industriel conjointement avec les acteurs politiques²³.

Le sentiment de dépossession est accentué par un effet d'écran au sens propre et figuré. Un des arguments récurrent que les éleveurs opposent à l'identification numérique est la connaissance de leurs bêtes. Ils sont capables d'identifier chacune d'entre elles d'un simple regard. "Le sens de l'observation, c'est le seul truc vraiment important" me dit l'un d'eux. L'œil du berger ne se réduit pas à celui du technicien expert. Il s'agit d'un regard esthétique, affectif, hédoniste :

"(...) tu as trouvé que nos brebis étaient belles et c'est vrai que quand on arrive ici, nous on a ce ressenti chaque matin. Je pense qu'on vient là pour se faire plaisir."²⁴

²⁰ Par exemple en facturant aux éleveurs certains formulaires papier.

²¹ Le contrôle des aides publiques liées à la surface cultivée est déjà informatisé par le biais de l'utilisation des images satellites.

²² Propos d'un éleveur provençal tenus lors d'une émission de Radio Zinzine diffusée le 12 novembre 2011.

²³ En France, la décision politique d'imposer l'identification électronique à l'ensemble des éleveurs de petits ruminants a été soutenue par la FNO (Fédération Nationale Ovine), branche ovine de la FNSEA.

²⁴ Nathalie Fernandez, éleveuse dans le Tarn. Propos tenus sur France Culture dans un reportage de l'émission Terre à terre diffusé le 15 mars 2014.

C'est précisément ce regard que la numérisation lui dénie, en transformant les animaux en machines à produire, numérotées, contrôlées, évaluées, triées, sondées, vérifiées, via un écran d'ordinateur. L'identification numérique "agit comme un media entre l'éleveur et son métier et vise à faire en sorte qu'il ne soit plus le seul à contrôler son propre troupeau (...). C'est donc bien sa liberté qui est en jeu"²⁵. Liberté confisquée, dépossession, humiliation, effet écran, asservissement : la boucle est bouclée, comment la déboucler ?

3- Résistances

Dès l'annonce de l'obligation du "puçage" des animaux, la résistance des paysans s'est organisée et s'est élargie à d'autres sphères militantes. Quelle place est faite à la communication numérique dans les stratégies et les pratiques militantes ? On peut schématiquement distinguer deux catégories d'acteurs, individuels ou collectifs, de la lutte : ceux qui n'utilisent pas les moyens de communication numérique et ceux qui déclarent ne pas les utiliser. La formule est sans doute réductrice, mais elle permet de problématiser d'emblée la question en termes de jeux d'influence.

Si la mobilisation contre la numérisation de l'élevage a été rapide, c'est parce qu'elle n'est pas partie de rien. Elle s'inscrit dans une tradition contestataire jalonnée de moments clés comme les actions anti-OGM ou, plus récemment, en 2008, l'opposition à l'obligation de vacciner les troupeaux contre la fièvre catarrhale ovine²⁶. Des collectifs regroupant plusieurs centaines d'éleveurs aux profils très variés, réunis dans une même opposition à la vaccination, se sont constitués, en particulier dans les Alpes du sud où les petits éleveurs sont nombreux. La plupart ne sont guère familiers des réunions militantes. Ceux qui utilisent les alpages ont l'habitude de se rencontrer, notamment pour parler des problèmes sanitaires liés au mélange des troupeaux pendant la saison d'estive. Mais, en dehors d'occasions particulières comme les foires, il est difficile de réunir une cinquantaine de personnes dispersées sur l'étendue d'un département montagneux. Le maintien des liens entre les membres des collectifs se fait par courrier, par téléphone, beaucoup par courrier électronique dans la Drôme où les jeunes néo-ruraux sont nombreux.

En 2010, l'obligation de vacciner est retirée mais les éleveurs ont compris qu'ils peuvent peser politiquement et les collectifs se maintiennent contre l'identification électronique. Des débats s'engagent alors sur l'opportunité de développer l'usage des communications numériques. Les militants anti-puçage se refusent à utiliser les instruments du "système". Dans la Drôme, certains tentent même d'imposer la substitution du courrier postal au courrier électronique. D'autres mettent la perte de vigueur du collectif au compte de la communication électronique qui dispenserait les individus de se rencontrer physiquement. De fait, au passage de la lutte contre la vaccination à celle contre la puce RFID, la mobilisation faiblit dans la Drôme alors

²⁵"Du rôle du puçage électronique contre Le théâtre d'Agriculture et le Mesnage des Champs", texte de Xavier Noulhianne, éleveur. Mis en ligne sur le site de l'émission de France Culture, Terre à terre. <http://www.franceculture.fr/oeuvre-du-role-du-pucage-electronique-contre-le-theatre-d%E2%80%99agriculture-et-le-mesnage-des-champs-de-h>

²⁶ En 2006 une épizootie de fièvre catarrhale ovine (FCO) atteint la France qui décide de rendre la vaccination obligatoire en 2008, déclenchant ainsi un mouvement de contestation chez les éleveurs en marge du système agro-industriel qui privilégie le renforcement des défenses naturelles. En outre les effets secondaires de la vaccination étaient tels que l'obligation a rassemblé des opposants au-delà des défenseurs d'une agriculture paysanne.

qu'elle se maintient au sein du collectif provençal "Liberté pour l'élevage" peu coutumier des "réunions" par courrier électronique.

Quoi qu'il en soit l'usage de la communication numérique par les collectifs ne va guère au-delà du courrier électronique qui est d'ailleurs loin d'être systématique. Les contacts au bas des tracts ou des documents diffusés sont des numéros de téléphone plutôt que des adresses électroniques. L'information circule parfois difficilement dans et entre les collectifs, au point de compromettre l'efficacité de l'action²⁷.

Les quelques tentatives de sites web ou blogs ont rapidement tourné court faute de disponibilité. Les réticences d'ordre matériel, culturel et idéologique convergent dans l'argument "je ne suis pas éleveur pour rester derrière un écran". Le seul blog maintenant une activité épisodique émane du collectif tarnais "Faut pas puçer" qui regroupe des éleveurs et des non-éleveurs dans une démarche plus politique²⁸ (voir infra).

La préférence va aux formes de mobilisation concrètes qui mettent en scène la lutte et la donnent à voir sous une forme engageante, festive (fêtes avec spectacles, transhumances) ou plus militante lorsque la fête tourne à l'occupation d'une administration publique. Surtout, ces manifestations permettent de faire vivre le collectif, de souder le groupe. Dans des contextes de faible densité, beaucoup sont plus préoccupés de cohésion que de diffusion vers le grand public.

"On est clairsemé. On est quand même dans une ambiance de dernier des mohicans. On est parsemé par-ci par-là, c'est pour ça qu'on est obligé de faire des kilomètres." (Un éleveur du Tarn)

L'usage d'Internet est-il la solution ? Non, c'est l'inverse me dit-on. Dans le Tarn, on me fait remarquer qu'aux réunions "inter-collectifs", le seul éleveur drômois qui se déplace est celui qui n'a pas de connexion internet... Puis la conversation s'oriente sur Siviens :

"Au début il y avait un rythme, on se retrouve toutes les semaines on fait un pique-nique, on fait quelque chose ensemble et puis il y a une distension... on croit qu'on est toujours dans le truc et en fait on est à distance... Les gens partent du principe que puisqu'ils sont connectés ils sont là. Eh bien c'est pas vrai. Si on est pas là physiquement il se passe pas la même chose."

L'efficacité de l'action est la justification d'un "collectif". Mais peser politiquement c'est aussi faire société :

"Un collectif c'est fait pour être dissout. Après la victoire contre la FCO on a fait une grosse fête pour dissoudre. Le lendemain le collectif est reparti car les gens avaient besoin de se retrouver ensemble. On se réunit pour un truc et on parle d'autres trucs." (Le leader du collectif "Liberté pour l'élevage")

Enfin, le besoin de solidarité est constamment présent : ne pas rester seul face à la machine administrative, ses contrôles, ses pénalités, ses sanctions qui peuvent tomber à tout moment sur

²⁷ Voir à ce propos le récit des déboires tactiques des collectifs breton et tarnais dans le texte "Aux éleveurs en lutte contre le puçage électronique des brebis et des chèvres et à leurs complices" mis en ligne sur le site <http://contrelepucage.free.fr/> (Consulté le 15 février 2015).

²⁸ <http://contrelepucage.free.fr/> Ce site diffuse des documents et des informations sur les activités des divers collectifs. Le blog du collectif breton "Faut pas puçer 29", <http://fautpaspucer29.org/>, n'a pas eu d'activité depuis avril 2013 (Consulté le 20 février 2015).

les éleveurs qui refusent de puçer leurs bêtes²⁹. Survivre aux marges du système agro-industriel suppose de produire et de reproduire du collectif sur un territoire :

"Au niveau local aussi on se voit avec les quelques indiens qui habitent autour de nous. On fait autre chose mais c'est important ce qu'on fait, puisque c'est là qu'on vit."

Faire "autre chose" que s'asseoir derrière un écran, c'est par exemple organiser des groupements d'achat, cultiver des légumes ou élever des volailles qui seront vendus sur les marchés pour aider les éleveurs sanctionnés, ou encore se rassembler pour accueillir les contrôleurs de l'Administration sur les fermes... "Faire autre chose" permet de "s'imaginer un avenir", de ne pas "se sentir un objet ballotté par des politiques, par un ailleurs". Internet détourne de faire autre chose en commun. Retour à Sivens :

"Il y avait des gens qui pouvaient pas venir aux assemblées. Donc des gens se sont servis d'Internet pour informer et finalement ces gens se sont retrouvés à quelques-uns et ils ont organisé ce forum internet et il y a eu une scission entre les gens qui s'occupaient de la communication internet et les gens qui vivaient là sur place. Finalement il y a une petite prise de pouvoir sur cet espace médiatique des gens qui maîtrisent cet outil. Ce qui s'avère avec un peu de recul, c'est que ça a pu aggraver les choses au lieu d'amener une dynamique."

Le tangible s'oppose au virtuel, comme l'autonomie à la dépendance, la solidarité à la domination.

Voilà donc le numérique laissé à la porte de la maison paysanne. Mais la demeure a plusieurs entrées, et, bien sûr, des fenêtres qui offrent divers points de vue sur le monde. J'en distingue trois entre lesquelles naviguent les militants, les sympathisants, les idées et les pratiques. La question de la communication numérique ressurgit d'une autre façon, plus complexe du fait de l'imbrication d'enjeux propres au monde paysan avec un débat plus général sur l'informatisation de la société.

Une première fenêtre s'ouvre sur le grand écran du cinéma. De la rencontre fortuite d'un cinéaste, Florian Pourchi, et d'un éleveur très impliqué dans le collectif Liberté pour l'élevage, est sorti un film, "Mouton 2.0-La puce à l'oreille" diffusé sous licence "Creative commons"³⁰. Le film donne la parole aux éleveurs et replace les enjeux paysans dans un débat sociétal plus large sur les implications de la technologie RFID. Avec son association Cinéma Voyageur, Florian Pourchi s'investit dans la diffusion ambulante de films choisis d'après leur capacité à susciter des débats. Mouton 2.0 rencontre un vif succès sans doute autant en raison du sujet que de ses qualités cinématographiques et de la mobilisation des éleveurs pour organiser des projections-débat. Le film est largement diffusé en milieu rural, en particulier dans les Alpes du Sud, mais aussi en ville, à travers les réseaux politiques et associatifs "alternatifs". Dans une interview³¹, Florian Pourchi évoque les séances où dialoguent des points de vue qui d'ordinaire s'ignorent³². Ainsi se construit un espace public autour de la mise en scène du combat paysan. Publicisation que l'on pourrait opposer à une simple mise en visibilité qu'opèrent les

²⁹ Les sanctions (retrait des aides publiques à l'élevage et amendes) encourues en cas de refus d'identification électronique peuvent priver l'éleveur de ses revenus et le mettre dans l'incapacité de payer ses charges.

³⁰ La licence permet une libre diffusion sans pour autant déposséder l'auteur de ses droits.

³¹ <http://nagerentredeuxchaises.wordpress.com/2013/03/28/entre-deux-chaises-florian-pourchi/>

³² Sans toutefois préciser le contexte, notamment urbain ou rural ni la proportion des séances où s'expriment des opinions opposées.

communautés virtuelles du web où règne le semblable (GRANJON, 2012). Mais d'autres participants à ces projections-débats y voient surtout un public déjà acquis à la cause. Il est donc peu probable que le film ait rallié de nouveaux résistants, mais en montrant avec retenue, sans pathos ni intention moralisatrice, la sensibilité, l'intelligence et la dignité des éleveurs, il a sans doute donné confiance à ceux déjà engagés : une portée dont aucun site web ne peut se prévaloir.

Quoi qu'il en soit, la démarche des projections-débat, dans son principe, rejoint les réserves des paysans vis-à-vis des outils numériques : le film n'a été mis en ligne qu'après un an de diffusion itinérante. Il poursuit sa "carrière" sur le web, à travers un site qui diffuse des informations sur les luttes anti-RFID³³, où il contribue à la visibilité du combat paysan plus qu'à sa mise en débat public.

Une deuxième fenêtre s'ouvre sur des "opposants à la bureaucratisation du monde"³⁴, une diversité d'individus (enseignants, travailleurs sociaux, artisans, chômeurs...) qui entendent lutter, y compris en démissionnant, contre "le délire gestionnaire" qui leur semble gâcher leur profession. Localement, ces captifs de la bureaucratie numérique ont fait nombre pour témoigner leur solidarité à l'égard d'éleveurs rebelles lourdement sanctionnés pour défaut de puçage. Ils ont rejoint les collectifs "Faut pas puçer" dans le Tarn ou "On veut pas la boucler" en Ariège. Une pensée réflexive sur l'informatisation, la standardisation, la routinisation des tâches, est mise en paroles et en actes à l'occasion d'événements mis en scène dans l'espace public : justifications de démissions, refus des contrôles des éleveurs par l'Administration, organisation de réunions publiques, notamment autour des projections du film Mouton 2.0, occupation de locaux administratifs³⁵... dont rend compte le blog "Contre le puçage de nos élevages et des hommes"³⁶. L'ensemble est théorisé par le Groupe Marcuse dont plusieurs membres font partie du collectif "Faut pas puçer". Inutile, en toute logique, de chercher des traces de ce groupe d'intellectuels et militants sur la Toile, bien que ses membres participent à des blogs comme « Et vous n'avez encore rien vu... Critique de la science et du scientisme ordinaire ». Comme PMO, le Groupe Marcuse diffuse ses analyses critiques de l'informatisation et de la bureaucratisation dans des essais. Il en ressort que les actes de résistance isolés contre l'aliénation numérique sont voués à l'échec car les individus des sociétés modernes ont renoncé à la liberté. Il convient donc d'encourager et de fédérer la résistance à l'informatisation au travail³⁷. C'est le sens des rencontres « Ecran Total » à Montreuil en 2013, à Lyon en 2014, qui réunissent dans un même refus de la résignation, des individus et groupes de divers horizons socio-professionnels³⁸.

³³ <http://www.mouton-lefilm.fr/>

³⁴ Signature d'un tract diffusé par le collectif tarnais "Faut pas puçer".

³⁵ Par exemple, l'occupation de l'Inspection académique du Tarn en février 2012 pour protester contre l'informatisation du "livret personnel de compétences" dans l'enseignement primaire et la mise en place de bases de données numériques.

³⁶ <http://contrelepucage.free.fr>. Parmi les documents mis en ligne, le dossier « La valse des démissions » regroupe des textes justificatifs émanant de salariés démissionnaires.

³⁷ Groupe Marcuse, La Liberté dans le coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer. Editions La Lenteur, 2012.

³⁸ Un article de Bertrand Louart à propos d'Ecran Total :

<http://www.forumcivique.org/fr/articles/contr%C3%B4le-social-ecran-total-%C3%A0-lyon>

Si le discours du Groupe Marcuse justifie l'alliance des éleveurs avec des acteurs étrangers au monde paysan³⁹, cette stratégie ne va pas de soi. Les collectifs ardéchois et alpins restent essentiellement paysans. Des questionnements et des débats émergent sur l'opportunité de s'ouvrir sur la société ; ils interfèrent avec la question des appartenances politiques et syndicales.

Dès le départ, avec la lutte contre la vaccination, les collectifs étaient attentifs à leur indépendance par rapport à la Confédération paysanne⁴⁰. L'objectif de regrouper le plus grand nombre possible d'éleveurs était incompatible avec un affichage politique. Mais cette volonté d'indépendance est mise à mal par les sanctions financières infligées aux éleveurs qui refusent de puçer leurs animaux : la "Conf" étend son influence sur les collectifs par le biais du soutien qu'elle apporte aux éleveurs mis en difficulté. Or, la logique d'un syndicat national est faite de compromis et certains craignent que le mouvement anti-puçage en fasse les frais. Aux yeux des plus radicaux, les compromis ne sont que compromission avec le système dont la Confédération paysanne ne serait qu'un des rouages⁴¹. Les communistes libertaires de la Confédération Nationale du Travail (CNT), présents au sein du collectif tarnais, poursuivent, à travers la lutte contre le puçage, leur longue opposition (qui remonte au combat contre les OGM) à la Confédération paysanne accusée de s'arroger "le monopole de l'efficacité politique en matière de contestation"⁴².

On le voit, les collectifs échappent difficilement aux tensions qui traversent les luttes paysannes et aux jeux d'influences politico-syndicales. La médiatisation de ces rivalités sur la Toile se résume à un affrontement entre deux protagonistes : la Confédération paysanne et la Fédération des Travailleurs de la Terre et de l'Environnement (CNT-FTTE), branche de la CNT. Au lendemain de la manifestation de Privas, la première publie un communiqué de victoire auquel la seconde réplique par un texte sur la "Confusion paysanne"⁴³. Aucun forum ni débat en ligne. Pour les militants communistes libertaires et leurs sympathisants, les forums sur Internet ne permettent pas d'argumenter. Les débats s'y réduisent à des échanges d'invectives.

"En fait il y a une mouvance anarcho machin qui est sur Internet, mais plus ils sont sur Internet moins ils sont ailleurs. Internet c'est un phénomène médiatique. On a l'impression de faire quelque chose, on se fait voir par plein de gens mais finalement, concrètement, qu'est-ce qu'on fait dans nos vies ?" (Un éleveur du collectif Faut pas puçer)

Dans ces conditions, on se contente de publier un texte pour remettre la "Conf" à sa place : une pratique rudimentaire du web, ce mal même pas nécessaire.

Enfin, en regardant attentivement à la troisième fenêtre, on peut voir ceci : "scientiflics hors de nos vies !", inscrit sur une pancarte portée dans une manifestation d'éleveurs par un militant de PMO. Entrons donc dans le monde de celles et ceux qui se proposent de réveiller leurs concitoyens plongés dans la torpeur du "rêve numérique". Sans trop de prétention tout de même,

³⁹ Les frontières ne sont pas étanches : des membres des collectifs sont d'anciens salariés démissionnaires devenus paysans.

⁴⁰ La Confédération paysanne défend une agriculture paysanne face à la FNSEA. D'après les élections aux chambres d'agriculture en 2013, elle représente environ 20 % des agriculteurs français.

⁴¹ La Confédération paysanne conteste le caractère obligatoire de l'identification électronique sans être opposée au principe d'une amélioration de la traçabilité.

⁴² Groupe Marcuse, op.cit. p. 190.

⁴³ <http://www.cnt-f.org/ftte/spip.php?article59> Consulté le 15 février 2015.

car l'"herméneuticien universitaire post-moderne et technolâtre"⁴⁴ devra se contenter d'observer furtivement par la fenêtre le peu qu'on voudra bien lui montrer. Mais ce peu est déjà beaucoup pour qui fréquente les sites habituellement indigents et indigestes de la nébuleuse anarcho-libertaire. Celui de PMO se distingue par son graphisme épuré et percutant, présentant sur un fond noir (la noirceur de la tyrannie technologique et des "nécrotechnologies" ?) des séries de liens (blanc) classés en quatre rubriques éclairantes (orange). Les liens ouvrent des documents, dont beaucoup sont des textes rédigés par PMO, organisés de façon à nourrir questionnements et débats en-dehors de "la foire aux forums de l'ère numérique"⁴⁵. Affirmant la dimension politique du "déferlement technologique"⁴⁶, PMO entend démasquer l'imposture des dispositifs institutionnels de débats publics⁴⁷ et appelle le citoyen à s'émanciper de la domination des discours experts. Son site se veut une ressource au service d'un empowerment citoyen. Le combat contre la "tyrannie technologique"⁴⁸ ne peut s'abstraire d'interrogations sur un projet démocratique.

Dans ce schéma, les puces RFID sont un des instruments de l'"impérialisme numérique" imposé par le capitalisme. Les éleveurs doivent comprendre que leurs brebis sont des mailles d'un vaste filet numérique qui est en train d'enserrer la société par l'identification électronique des objets, des animaux et des hommes. Pour PMO, le refus de puçer les animaux ne saurait donc être justifié au nom de la seule défense d'idéaux paysans⁴⁹.

PMO souligne que la numérisation et la bureaucratisation ne fragilisent pas le système capitaliste mais, au contraire, le renforcent⁵⁰. Appliquons la proposition au sous-système agro-industriel. Elle éclaire la logique du puçage des animaux : le système se renforce en anéantissant ses marges paysannes. De ce point de vue, le combat des éleveurs prend une dimension globale. Dont acte. Mais il a aussi ses spécificités : en refusant de puçer ses animaux, l'éleveur met en jeu le projet d'une vie et, bien souvent, un patrimoine.

"Il y a des fois je me dis : est-ce qu'on est pas en train de faire les martyrs ? Il y a toujours des puristes mais pour d'autres, ils risquent de perdre leur rêve." (Le président du collectif Liberté pour l'élevage)

Pour le paysan réfractaire, tout peut basculer en l'espace d'une simple décision administrative ou judiciaire. Convergence des luttes ou instrumentalisation ? La plupart des éleveurs ne sont guère pressés de mettre à l'épreuve la solidarité des "sans-pouvoir"⁵¹.

Conclusion

⁴⁴ "Quatre ministres nous écrivent et nous leur répondons" Texte en ligne sur <http://www.piecesetmaindoeuvre.com>

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ PMO, La Tyrannie technologique, Editions L'Echappée 2007, 254 p.

⁴⁷ PMO s'est fait connaître du grand public en perturbant les débats organisés par la CNDP (Commission Nationale pour le Débat Public) sur les nanotechnologies en 2010.

⁴⁸ PMO, 2007, op. cit.

⁴⁹ Voir à cet égard l'"Entretien avec Etienne Mabile, éleveur réfractaire au puçage de ses moutons" en ligne à http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=405 (Consulté le 20 février 2015).

⁵⁰ Voir note précédente.

⁵¹ Voir supra.

Etre paysan, c'est refuser de devenir agriculteur, d'être administré, contrôlé⁵². C'est donc résister. Car "le système t'aspire"⁵³ me dit l'un d'eux. Un emprunt pour améliorer les conditions de travail, et c'est l'engrenage qui s'amorce : annuités, soumission aux injonctions d'une logique productiviste, à ses régimes de justification (aménagement du territoire, développement durable...) et aux normes qu'ils légitiment.

Résister c'est aussi, désormais, refuser l'emprise numérique. Ne pas se soumettre, quitte à risquer l'étouffement économique puisque le système, dans sa logique d'anéantissement des marges, brise les insoumis.

Au fur et à mesure de l'analyse, la marge numérique a pris la forme d'un espace de liberté construit en marge du numérique, dans le rapport sensible aux animaux et aux lieux, dans les liens de solidarités et les pratiques de proximité. Préserver une parcelle de liberté est un combat de tous les instants dont les acteurs laissent à d'autres la médiatisation numérique, à ceux-là mêmes qui fustigent le "militantisme 2.0" mais en maîtrisent les outils et sont en mesure de participer aux jeux d'influence. On échappe difficilement au numérique, à ses effets de domination et d'instrumentalisation.

La remarque vaut naturellement pour le chercheur exposé ici au risque d'interpréter la lutte paysanne au prisme des discours numériques formulés par ceux qui s'instituent porte-parole des "sans-pouvoir". A vrai dire, le péril était mince tant les ficelles sont grosses. Plus pressant me semble-t-il, est le danger d'une réification benoîtement holiste du monde paysan. Car, c'est un truisme, on ne choisit pas ses objets de recherche par hasard. En route vers Privas, j'avais en tête la phrase de Tchekov mise en exergue de son livre *Uses of Litteracy* par Richard Hoggart, bien décidé à ne pas succomber au "coup des vertus paysannes"⁵⁴. J'espère y être parvenu. Pourtant, je reconnais que si je devais garder une seule idée de cette fréquentation des paysans en résistance, ce serait, sans hésitation, le courage. S'obstiner à vouloir maintenir cette fragile autonomie dans un système qui vous aspire ou vous écrase, demande un courage qu'il serait probablement vain de chercher derrière un écran d'ordinateur, en tous cas en démocratie. Il m'était difficile de rester insensible devant des éleveurs prêts à risquer le travail d'une vie pour continuer à la vivre. Plutôt qu'une morale, j'en tire la confirmation d'une idée de méthode quant au travail sur une marge. Je n'ai pas caché à mes interlocuteurs mon empathie pour leur combat, ni même une proximité idéologique. Dès le départ il m'a semblé qu'une posture de fausse objectivité aurait présenté plus d'inconvénients que d'avantages. Il y a cependant une limite que je me suis refusé à franchir : celle de répondre à l'injonction de justifier de mon engagement et de ma sincérité sous peine de me voir refuser des entretiens. A celles et ceux qui m'ont accordé leur temps sans garantie en retour, je dois bien de laisser le dernier mot, en l'occurrence celui d'un jeune éleveur provençal, le dernier rencontré au cours de mon travail de terrain : "pour étudier les marges, il ne faut pas être neutre".

Références bibliographiques

AMEMIYA H. (dir.), 2011. *Du Tekei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

⁵² Voir le texte de Xavier Noulhianne, note 23.

⁵³ Expression d'un éleveur, militant de la Confédération Paysanne.

⁵⁴ "J'ai du sang paysan dans les veines : pas question de me faire le coup des vertus paysannes."

- BONNAUD L., JOLY N. (coord.), 2012. L'alimentation sous contrôle. Tracer, auditer, conseiller. Paris, Educagri Editions-Editions Quae.
- CRETTEZ X., SOMMIER I. (dir.), 2002, La France rebelle, Paris, Editions Michalon.
- DRAETTA L., DELANOE A., 2012, RFID, une technologie controversée. Ethnographie de la construction sociale du risque. Paris, Lavoisier.
- GARDIN J., 2013 "Élevage 2.0", *Géographie et cultures*, 87 | 2013, 19-36.
- GRANJON F., 2012. Reconnaissance et usages d'Internet. Une sociologie critique des pratiques de l'informatique connectée. Paris, Presses des Mines.
- HERVIEU B., VIARD J., 2005. L'archipel paysan : La fin de la république agricole, Paris, Editions de l'Aube.
- HOUEE P., 1996. Les politiques de développement rural. Des années de croissance au temps d'incertitude, Paris, INRA, Economica.
- MENDRAS H., 1967. La Fin des paysans : Innovations et changement dans l'agriculture française, Paris, SEDEIS.
- MESINI B., 2004. Résistances et alternatives rurales à la mondialisation, *Etudes rurales* n° 169-170 : 43-59
- PORCHER J., 2014, Vivre avec les animaux. Une utopie pour le XXIe siècle. Paris, La Découverte.
- RASTOIN J-L., GHERSI G., 2010. Le système alimentaire mondial. Paris, Editions Quae.